Florin Aftalion, *L'économie de la Révolution française*

Igor Moullier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10998>

DOI : 10.4000/ahrf.10998

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 268-269

ISBN : 978-2200-92514-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Igor Moullier, « Florin Aftalion, *L'économie de la Révolution française* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 352 | avril-juin 2008, mis en ligne le 18 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10998> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10998>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Florin Aftalion, *L'économie de la Révolution française*

Igor Moullier

RÉFÉRENCE

Florin Aftalion, *L'économie de la Révolution française*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, ISBN 978-2-251-38087-2, 27 €

- 1 La réédition de l'ouvrage de Florin Aftalion peut surprendre. Publié il y a une vingtaine d'années, son approche économiste n'avait rencontré qu'un écho modeste dans un débat alors fortement polarisé, et où la place de l'économie en tant que telle restait faible. Sa reparution est-elle l'occasion de lui donner une seconde chance ? Le moins que l'on puisse dire est que la présentation éditoriale n'aide guère à en comprendre les enjeux. On chercherait en vain, dans les pages introductives, une référence précise à la première édition du l'ouvrage, en 1987, chez Hachette, dans la collection *Pluriel*, qui n'est mentionnée qu'au détour d'une ligne des remerciements. Dès lors, la mention « édition revue et augmentée » peut laisser perplexe, le seul ajout semblant être une postface de deux pages et demie, dont une page consacrée à l'influence du livre sur l'histoire économique de la Révolution. Les références citées par l'auteur vont de Pierre Chaunu à François Crouzet, en passant par François Furet, la plus récente étant un article de 1995. Aucune mention n'est faite, par exemple, des colloques consacrés spécifiquement à l'économie pendant la Révolution, que ce soit celui de Lille (1987) ou celui de Bercy (1989).
- 2 Quel intérêt alors de consulter en édition reliée un ouvrage déjà disponible dès sa parution en collection de poche ? Le contenu du livre le justifierait-il ? La thèse de l'auteur est assez bien résumée par la citation de Keynes placée en épigraphe : « Il n'existe pas de moyen plus subtil et plus sûr de renverser les bases d'une société que de pervertir sa monnaie ». L'auteur l'applique à la période révolutionnaire en entendant démontrer que l'inflation et la dépréciation monétaire provoquées par l'introduction

des assignats ont conduit à la Terreur. La faiblesse de l'ouvrage réside moins dans l'aspect simplificateur de son hypothèse de recherche que dans les moyens mis en œuvre pour la tester. on ne peut en effet que souscrire au constat que fait Aftalion dans sa postface, selon lequel une histoire des assignats reste à écrire. *L'économie de la Révolution française* ne met cependant pas en œuvre une telle démarche. Son propos serait plutôt une histoire des décisions politiques qui ont mené à la mise en place des assignats. Conduit de manière purement chronologique, l'ouvrage se contente en effet de suivre les débats parlementaires, en pointant de temps à autre les conséquences économiques des décisions prises. Le champ qu'il couvre est donc doublement restreint : il ne s'agit que d'une présentation des débats parlementaires, et non sur l'ensemble des questions économiques, mais essentiellement sur les questions financières. Rien n'est dit ou presque sur l'évolution de l'agriculture ou de l'industrie, rien non plus sur la vente des biens nationaux et leurs conséquences sociales, et c'est là peut-être le vide qui apparaît le plus nettement à la lumière des travaux récents, pour un ouvrage centré sur la question des assignats. Une autre limite majeure de l'ouvrage réside dans les sources et la bibliographie mobilisées, qui s'avèrent fort étroites, même en ne tenant compte que de l'état de la question en 1987. La principale source budgétaire utilisée est ainsi l'ouvrage de Braesch, *Finances et monnaies révolutionnaires*, datant de 1934. Aucune source archivistique n'est citée, et les seize textes présentés en annexe, de Dupont de Nemours à Saint-Just, ne suffisent pas à faire illusion.

- 3 Les deux premiers chapitres présentent la crise financière de l'Ancien Régime, puis la réponse apportée par les députés révolutionnaires. Après avoir supprimé les impôts d'Ancien Régime, ils les remplacèrent par des contributions dont la perception s'avéra inefficace. Ne voulant pas créer de nouveaux impôts, et ne parvenant pas à imposer une « taxe sur les riches » efficace, la facilité de la monnaie papier, introduite à l'occasion de la vente des biens du clergé, s'imposa à eux à chaque fois que les difficultés économiques se firent jour : guerre, crise de subsistances. L'inflation devenant hors de contrôle imposa de recourir au dirigisme économique avec la mise en place du maximum. L'ouvrage s'arrête assez brutalement après le 9 Thermidor. La conscience des dommages causés par la politique révolutionnaire aurait suffi pour arrêter le mécanisme de la Terreur et provoquer un retour au réalisme économique. Les principales décisions de politique économique des Assemblées révolutionnaires sont ainsi abordées, sans que soit pris en compte le contexte politique et social. Tout l'intérêt de l'auteur semble se résumer à vouloir mesurer les conséquences monétaires de ces décisions, en vertu d'un principe posé dès le début du livre, et dont l'inspirateur, Friedrich Hayek est cité à plusieurs reprises : « Le niveau général des prix dépend de la quantité de monnaie en circulation » (p. 15).
- 4 Au début de l'avant-dernier chapitre, l'auteur révèle l'un des buts de son ouvrage : analyser « le comportement des hommes politiques » et en donner un résumé : « Une lutte sans merci pour la conquête du pouvoir et [...] son exercice au nom des citoyens, même lorsque ceux-ci en sont les victimes » (p. 205). L'histoire économique de la Révolution mérite sans nul doute d'être mieux intégrée à l'étude des transformations causées par la période révolutionnaire, mais l'ouvrage de Florin Aftalion, par la perspective qu'il adopte, n'est pas le meilleur point de départ pour reprendre ce chantier.